Une opportunité pour les acteurs engagés dans la lutte de mener le débat pour mieux coordonner la synergie d'actions entreprises à cet effet.

Hillary Clinton s'est engagée dans le combat pour l'abandon de la pratique de MGF, le changement de comportement et la collecte des fonds aux Etats-Unis pour soutenir les efforts de l'éradication de l'excision. Elle a renouvellé cet engagement au cours d'une vidéo-conférence sur l'excision et les MGF.

A l'occasion, depuis Washington, des panelistes, experts et leaders américains engagés dans des structures communautaires américaines internationales en matière de lutte contre la pratique de l'excision ont partagé leurs expériences. Tour à tour, Molly Melching, l'Iman Mohamed Magid, Nafissatou Diop , Zeynab Eyega et Thomas Von Der Osten-Sacken ont évoqué leurs stratégies d'approche et le rôle essentiel des communautés elles-mêmes.

Au même moment, les experts et acteurs burkinabè, avec à leurs côtés, la ministre de la Promotion de la femme, Nestorine Sangaré, ont suivi avec intérêt cette vidéo-conférence à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Burkina Faso. De leur intervention, il est ressorti que c'est l'ignorance des méfaits de la pratique qui fait qu'elle perdure. C'est pour intensifier la sensibilisation que les leaders religieux et coutumiers ont été formés et impliqués dans la lutte. Présent à cette vidéo-conférence, le représentant des chefs coutumiers, le Kamsonghin Naaba a expliqué la raison profonde de leur engagement.

« Accusés à tort et se sentant indexés, les coutumiers se sont mis au-devant de la scène, en créant des comités de lutte contre la pratique dans les 45 provinces », a-t-il dit. Pour la ministre Nestorine Sangaré, il est temps de changer le fusil d'épaule : « Les gens sont de plus en plus insensibles face aux images choquantes ... Il faut un nouveau discours qui ramène le débat aux conséquences de l'excision sur la santé et sur la société ». De son point de vue, le rôle des hommes est fondamental pour mettre fin à la pratique de l'excision car, dit-elle, si cette pratique perdure, c'est par ce que les hommes préfèrent les filles excisées comme compagnes.

Elle estime, de ce fait, que si les hommes cessent la discrimination envers les filles non excisées, il n'y aura plus d'excision. Elle a, par ailleurs, expliqué que face à la répression, le phénomène est en proie à des mutations (l'âge de la victime, pratique transfrontalière...)

mais que l'essentiel est de pouvoir suivre la mutation du phénomène qui, au stade actuel de la lutte, se pratique dans la clandestinité. Elle demande, de ce fait, l'harmonisation des instruments juridiques et le renforcement du dispositif légal existant.

Les responsables du secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision et des différentes associations de la lutte contre les MGF ont pris part à la vidéo-conférence, dans la perspective d'une synergie d'action afin que la tolérance zéro de l'excision soit une réalité au Burkina Faso.

Par Florentine Kaboré